

Plaidoyer pour un urbanisme rural contemporain

Réflexions appliquées aux campagnes de l'Ouest français

Valérie JOUSSEAUME

UMR 6590 ESO Espaces et Sociétés

Institut de Géographie et d'Aménagement de l'Université de Nantes, France

Introduction

Bernard Kayser avait raison lorsqu'il envisageait la renaissance des campagnes comme un mouvement plus vaste qu'un simple fait périurbain (1990). La « grande inspiration » des humains vers les villes avec la révolution industrielle, culmine en France en 1968 (Talandier et al., 2016). Depuis lors, la « grande expiration » est enclenchée. Nommé en ses débuts « mouvement périurbain » puisqu'il a débuté aux marges des villes, ce mouvement général de redistribution démographique ne semble pas avoir de limite et submerge tout l'Ouest français. Cette diffusion induit de nouvelles tensions sur l'usage des sols et a conduit incontestablement à un gaspillage des terres agricoles. Le débat bat son plein sur la question de la protection du foncier agricole et la densification de l'habitat, avec entre les deux la question de l'alimentation des villes. Depuis peu s'est développée une grande réflexion sur la densification de l'habitat (Bonnet, 2016), qui se prolonge par le sujet de la réhabilitation des centres-bourgs. Sans nier l'intérêt très important des échanges, il me semble que ce débat sur l'avenir de l'habitat dans les espaces moins denses, en ne parlant que de m², en oublie l'essentiel. Pour caricaturer quelque peu le propos, disons qu'il ne suffira pas de passer du pavillon au petit collectif de 2 étages pour traiter l'ensemble des enjeux contemporains de l'habitat dans les espaces périurbains et ruraux.

Cet article, qui prolonge un propos entamé en 2014, est un essai dont le but d'élargir la réflexion (Jousseume, 2014). L'apparent oxymore contenu dans cette notion d'urbanisme rural, a la vertu de surprendre, d'interroger et de nous conduire à penser ce qui n'est pas conçu. Il n'est pas radicalement innovant puisqu'il fait écho à la notion d'urbanité rurale développée par F. Poulle et Y. Gorgeu traitant de gouvernance locale (1997) et reprend des termes de D. Boutet dans un ouvrage à vocation opérationnel de 2009. Comment habiter les campagnes au 21^e siècle ? Comment envisager la relation habitante entre notre société en profonde mutation et un territoire marqué par de moindre densité et la petitesse des communautés humaines ? Cette tentative de réponse est alimentée sur une riche bibliographie et une observation de terrain continue depuis une vingtaine d'années des campagnes de l'Ouest français.

Le plan de mon propos s'articule autour de trois facettes de la mutation de notre société. La première partie traite des enjeux du balancier démographique. La deuxième partie décline les effets du balancier des pratiques. La troisième partie tente d'extraire les conséquences urbanistiques du balancier du sens. Chaque partie expose la mutation, l'enjeu dans lequel elle place le territoire rural et les leviers pour l'action.

1 – Le balancier démographique

11. De l'exode rural à la ruée vers les campagnes

La société française est passée d'un mouvement particulièrement lent et long d'exode rural, étalé sur 6 générations, à une diffusion depuis 2 générations de la population vers les campagnes ou les espaces dits périurbains, en réalité l'avatar contemporain de l'espace rural. Il ne s'agit nullement ici de discuter, le lourd poids démographique des villes et leur rôle économique majeur. Mais, la dynamique démographique actuelle valorise les espaces de moindre densité et ce faisant redistribue lentement les populations dans l'espace (Bermond et Jousseume, 2014a).

La France a connu une complète inversion des rythmes de la croissance démographique. En 1968, l'évolution était parfaitement corrélée à la hiérarchie urbaine : la population s'accroissait d'autant plus vite que la ville était importante. En 2012, la corrélation est inverse : plus c'est petit plus le taux de croissance est fort (Jousseume et Talandier, 2017). Cette redistribution s'appuie sur une inversion complète des moteurs de la dynamique démographique tant des villes que des campagnes (Bermond et Jousseume, 2014b). Le bilan migratoire des espaces ruraux est devenu positif. Hier réservoir de population, émetteur vers les villes, ils deviennent des lieux d'accueil. Ce nouveau rural est en partie dû à l'étalement urbain, mais il est également porté par des migrations d'agrément vers les campagnes (Talandier, 2012) et les marges littorales. À l'inverse, les villes voient se tarir la migration sur laquelle elles s'étaient développées et ne croissent que grâce à leur bilan naturel. Dans le contexte de la nouvelle économie, la métropolisation qui se traduit par une phase de reconcentration spatiale de la création de richesses mesurée en PIB, s'accompagne paradoxalement d'une rediffusion dans l'espace des populations et des revenus (Davezie, 2008).

Après la « grande inspiration » des populations vers les villes entre 1800 et 1970 en lien avec la révolution industrielle, est venue le temps de la « grande expiration », c'est-à-dire un processus de redistribution historique de la population dans l'espace en lien avec la mutation macro-économique de notre société.

12. L'enjeu d'un cadre de vie en résonance avec l'imaginaire du tourisme

Cette redistribution de la population sur le territoire doit nous faire penser d'une façon nouvelle, notre façon d'habiter. Nous avons été des paysans dispersés dans l'espace, puis des ouvriers groupés dans des villes industrielles, demain nous serons dispersés sur le territoire mais sans être des paysans. Comment envisager l'habitat à venir ?

Lorsqu'on traverse les campagnes de l'Ouest, le paysage bâti est marqué par les successions anarchiques de pavillons et de « boîtes » selon le terme de R. Peron (2004), aussi bien agricoles, commerciales qu'industrielles. Tout ceci mérite d'être repensé, non seulement parce que cela consomme trop de terre certes, mais aussi et surtout parce que cet environnement de vie ne fait plus rêver les générations nouvelles qui arrivent ou vont arriver sur le marché de l'immobilier. Déjà, les catégories sociales supérieures pour qui avaient été conçus les premiers lotissements dans les petites villes de l'Ouest (Jousseume, 1998) évitent

cette forme urbanistique ¹. Notre société vit aujourd'hui dans ce que le sociologue J. Viard (2002) nomme « le champ de l'imaginaire du tourisme ».

Le champ de l'imaginaire exprime collectivement notre aspiration au bonheur. Dans une société agraire qui extrayait péniblement sa nourriture de la terre, les lieux qui faisaient alors rêver étaient les lieux de l'abondance alimentaire sans effort, dont le paradis est l'idéal. Dans la société industrielle de la fin du 19^e siècle à la fin du 20^e siècle, notre champ de l'imaginaire collectif était celui de la modernité. Nos idéaux collectifs valorisaient le progrès technique, la science et des lieux tels que les villes en béton avec le confort moderne, les aéroports, les hauts buildings. Depuis une trentaine d'années, notre rêve est de nous libérer du travail. Notre champ de l'imaginaire est celui du tourisme, il valorise les symboles et les lieux de vacances. Se sentir comme en vacances tout le temps et en tout lieu : tel est notre idéal collectif actuel.

Cet imaginaire touristique se décline très concrètement à l'échelle du logement qui doit ressembler à celui des vacances avec de belles ouvertures vers le soleil et un extérieur privatif, une terrasse avec un barbecue et si possible une piscine. L'extension extérieure privée de l'habitat est un lieu important des relations sociales. Cet idéal peut être décliné à l'échelle des environnements de vie : on rêve de vivre au bord de la mer, dans la nature, dans un des « plus beaux villages de France » préservé de la modernité. Il se décline également dans les lieux de consommation, où l'idéal peut être résumé à l'image du marché de Provence. Ce modèle est décliné par la grande distribution qui, découpe ses hypermarchés en plusieurs magasins et métamorphose ses galeries commerçantes en rues touristiques avec terrasses de café et parasols, fontaines et palmiers. Dans l'Ouest, le groupe Système U commence à réinvestir les centre-bourgs. Le directeur général de la marque n'a pas hésité à affirmer ² que « *la meilleure des galeries commerçantes est le bourg* », faisant un retournement à 180° par rapport à leur stratégie des quatre décennies passées, où les magasins U se positionnait systématiquement en périphérie des bourgs créant une nouvelle polarité en concurrence directe et brutale avec le petit commerce du centre. On retrouve enfin cet imaginaire décliné dans le monde de l'entreprise. Après le Friday wear des années 90, où le salarié a été encouragé à se libérer de la cravate pour le jean et le polo en fin de semaine, on voit actuellement le secrétariat-accueil et le coin de la machine à café de l'entreprise, fusionner pour devenir une sorte de bistro branché interne. On pourrait parler aussi dans les entreprises de la haute technologie, de la disparition du meuble bureau, remplacé par une décoration et un mobilier ludique et coloré, mimant la détente et l'effacement de la limite entre vie professionnelle et vie de loisirs. Enfin, à l'échelle régionale, on constate aussi combien les territoires touristiques après avoir attiré les touristes, puis les retraités, attirent aujourd'hui les étudiants, les actifs et les entreprises. L'Ouest de la France illustre bien cette réalité depuis les années 2000, après le Sud qui a connu une telle dynamique plus précocement.

L'enjeu contemporain pour les campagnes de l'Ouest est donc bien d'offrir un cadre de vie en résonance avec le champ de l'imaginaire du tourisme, en abandonnant le mode de construction actuel hérité de l'époque de la modernité. Au-delà de la seule question de la densité, l'urbanisme rural et périurbain doit donc être interrogé globalement quant à son rapport avec les représentations des populations qu'il vise. Jusqu'au tournant des années 2010, dans un contexte immobilier rural en forte croissance, la plupart des communes rurales

1 Dès 2010, Télérama, hebdomadaire connu pour son élitisme culturel, a publié cette une : « Halte à la France moche ! » (n°3135). La publication dénonçait un à un tous les ingrédients de l'urbanisme propre au « champ de l'imaginaire de la modernité » qui a prévalu jusqu'aux années 1980.

2 Colloque « Oser la densité », juillet 2015, organisé par l'Établissement Public Foncier de Vendée, de Loire-Atlantique et du Poitou-Charentes

de l'Ouest ont persisté dans des pratiques d'aménagement nées de l'époque de la modernité, marquées par la juxtaposition de programmes immobiliers de lotissements et de zones d'activités, sans projet politique et urbanistique global cohérent. Ces équipements tant résidentiels que productifs ne sont plus adaptés aux aspirations des jeunes générations. Or ils sont pérennes et marquent un territoire pour plusieurs décennies.

13. Un des leviers d'action : réintroduire beauté et cacophonie dans l'aménagement

L'ambition de transformer chaque bourg de l'Ouest en « plus beau village de France » pour reprendre le titre d'une émission télévisée à succès, a l'intérêt de résumer l'enjeu de façon imagée et triviale. Mais rien n'est plus sérieux, car M. Talandier (2016) confirme bien que les territoires qui se portent le mieux sont les territoires résidentiaux-productifs qui fusionnent économie productive (création de richesse dans une économie de la connaissance), économie résidentielle (captation de la richesse par le désir de résider là) et économie présenteielle (circulation de la richesse sur place par le commerce).

Les perspectives ouvertes par une telle ambition sont immenses et les leviers d'action pour les élus et aménageurs sont nombreux, mais ils supposent un renversement complet des pratiques actuelles d'aménagement. Citons entre autres sujets à creuser : comment la réhabilitation des centres-bourgs ; de même que la question de la mixité fonctionnelle comme facteur d'intensité d'usages et donc de vie sociale dans les centres ; le retour de l'humain piéton ; éviter la banalisation des centres-bourgs après avoir accompli la banalisation paysagère de leur périphérie pavillonnaire. Ce ne sont là que quelques ébauches de réflexions à mener, il ne m'est pas possible de tout développer dans cet article.

Je m'attarderai toutefois sur un levier du projet urbain qui semble peu perçu, voire tabou, qui mériterait pourtant qu'on s'y intéresse. Il en est ainsi de la beauté, classée par le philosophe F. Lenoir (2012) parmi les six valeurs fondamentales universellement partagées par tous les êtres humains (avec l'amour, la vérité, la justice, la liberté et le respect). La beauté ici n'est pas confondue au « joli ». Le poète R. Char (1948), au cœur de la guerre, écrit : « Dans nos ténèbres, il n'y a pas une place pour la beauté. Toute la place est pour la beauté ». La beauté dont il s'agit, est une aspiration morale, intellectuelle, sensorielle, de l'être humain à l'émerveillement face à la réalité, à la vie qui l'entoure. Le philosophe A. de Botton, dans son livre « l'architecture du bonheur » (2007), tente une passionnante réflexion sur l'émergence de la beauté en architecture. Elle résulterait de plusieurs facteurs : l'expression de nos aspirations inassouvies ; un équilibre entre des polarités opposées (ordre / chaos ; légèreté / complexité ; sobriété / exubérance ; rustique / citadin ; féminin / masculin) ; une cohérence entre toutes les parties du bâti et avec l'environnement ; la capacité d'empathie de l'architecte avec l'humain. Même si elle est difficile à appréhender, la beauté est une dimension qui doit être réintégrée à la pensée urbanistique. Car si le pittoresque et parfois le beau sont nés de la rencontre unique entre des habitants et un lieu, la modernité par sa standardisation immobilière a incontestablement transformé le laid en « mocheté généralisée » (Pinson, 2011). Or, des travaux sur les conséquences des environnements sur les humains montrent que les lieux de vie dégradés encouragent leur dégradation. De même, les environnements standardisés monotones ont pour conséquences le stress, l'hyperactivité et le manque d'attention (Urist, 2016). J. Urist reprend les termes du professeur B. Walker : « Génétiquement, nous sommes comme les animaux, programmés pour répondre à des sensations fortes ». Le changement, le surprenant, l'inattendu, favorisent l'interaction et la coopération entre individus. L'article conclue sur l'idée qu'un aménagement conjuguant la

cacophonie et la beauté sont les environnements les plus à même de rendre les habitants heureux d'y vivre et de développer des comportements pro-sociaux.

La première conséquence de ces idées est que les acteurs de l'aménagement devraient prendre conscience avant d'agir, que leurs choix et leurs actions façonnent les sensations, les comportements, les expériences de vie et donc les représentations et l'infrastructure émotionnelle des habitants. Une lecture des travaux actuels en sciences humaines et sociales est absolument essentielle, car aujourd'hui la relation dialectique entre représentation et réalité n'est jamais interrogée. Deuxième conséquence : l'inversion complète de la logique de projet d'aménagement telle qu'on la voit aujourd'hui au cours de la rédaction des PLU par exemple est nécessaire. En effet, les PLU ruraux actuels n'expriment quasiment jamais un véritable projet urbanistique, ils se contentent de localiser des lotissements et des zones d'activités. Une telle juxtaposition de programmes immobiliers n'a jamais fait « bourg » ou « ville ». En revanche, ces PLU flous et laxistes dans leur projet global, développent une réglementation tatillonne sur les pentes de toit, la distance à la rue, etc.... tendant à ne rendre acceptables que les pavillons standards : Ils favorisent l'uniformité monotone. Il conviendrait d'inverser complètement la perspective pour développer un véritable projet urbanistique global de bourg, cadre fort et strict dans lequel serait libérée la créativité individuelle des habitants. La troisième conséquence est le besoin de géographes-urbanistes, d'architectes, d'agences d'urbanisme, en connivence avec les problématiques rurales, en empathie les héritages, les aspirations qui leur sont propres, pour concevoir des façons d'habiter rurales et contemporaines, qui ne serait pas un copié-collé mal taillé de ce qui se fait dans les périphéries des grandes villes régionales, copié-collé qui généralise la banlieue pavillonnaire informe depuis les campagnes du Finistère jusqu'à celles de Vendée.

2 – Le balancier des comportements

21 - De l'émancipation urbaine à la convivialité rurale

Le processus appelé « urbanisation » de la société s'est généralisé dans le dernier tiers du 20^e siècle, aidé par l'effondrement du nombre des travailleurs de la terre du fait de la révolution de l'agriculture (Mazoyer et Roudart, 1997). Ce processus est associé à l'ère de la modernité décrite précédemment, et est corrélé également à l'émancipation de l'individu. L'individualisation passait par la ville, tant il était vrai que l'enracinement et l'interconnaissance rendaient dans le passé les rapports sociaux extrêmement coercitifs dans les campagnes. Selon M. Weber (2014) l'urbanité occidentale a précisément pour fondement la rupture entre l'individu et sa communauté d'origine, souvent à fondement lignager, pour entrer dans une communauté fondée sur l'égalité de droits. L'individualisation est passée par la généralisation progressive du salaire individuel, de la maison individuelle, de la mobilité individuelle grâce à la voiture et de la consommation de biens matériels. Les lieux symboliques de la modernité étaient les villes, les centres commerciaux, les routes, le pavillon où le couple pouvait enfin vivre tranquillement, séparé de sa parentèle et du regard des voisins. À l'opposé, jusqu'au deuxième tiers du 20^e siècle dans les campagnes de l'Ouest, l'individu n'existait qu'à travers sa communauté paroissiale et son groupe familial. On vivait encore souvent à plusieurs générations sous un même toit. La société rurale était économe, rien ne se jetait. L'argent était rare, les jeunes qui travaillaient à la ferme de leurs parents étaient nourris, logés, habillés et blanchis, mais n'avaient pas de salaire. La mobilité était modeste. Il n'est qu'à voir le récent documentaire « Adieu Paysans » (Maurion, Moreau et

Rozat, 2015) pour voir en images d'époque, la frugalité de la vie paysanne française des années 1950.

Ce n'est qu'au cours des Trente Glorieuses que le nouveau mode de vie « moderne » s'est généralisé à l'ensemble de la société, qui selon le terme consacré s'est « urbanisée ». L'assimilation, c'est-à-dire l'acculturation portée à son terme, est telle que les campagnes semblent n'être plus alors qu'un « espace urbain du point de vue de la citoyenneté, des services et des modes de vie, mais rural du point de vue du décor » (Poulle et Gorgeu, 1997, p. 39). Cette idée issue d'observations sociologiques, a servi de fondement à des géographes pour nier jusqu'à l'existence de l'espace rural (Levy, 2014 ³). Avec les évolutions des sciences humaines et sociales, on peut objecter d'une part que « le décor » en question, c'est-à-dire l'environnement de vie des individus, loin de n'être qu'une toile de fond, agit non seulement sur nos ressentis sensoriels, mais aussi sur nos comportements, nos expériences de vie et nos représentations mentales (Berque, 2015). D'autre part, l'effet de la taille de la communauté humaine agit sur les fonctionnements sociaux. Ainsi, dans son volumineux ouvrage, M. Ricard (2013) consacre plusieurs pages argumentées sur la différence entre les grandes villes et les campagnes (à laquelle il intègre les petites villes) quant aux comportements pro-sociaux, tels que l'échange de parole dans la rue, l'entraide illustrée par exemple par le don du sang (Cloutier et al., 2011) et le bénévolat (Lecompte, 2016 ⁴), ou encore la dimension informelle et directe des relations citoyennes (Lugand, 1983). Finalement, si l'environnement de vie et la petitesse des communautés humaines influencent la vie des habitants, alors la ruralité existe toujours. Elle n'est plus bien sûr celle du passé, il s'agit d'une ruralité totalement nouvelle, une « alter-ruralité » selon le terme proposé par P. Versthegh et S. Meeres (2015).

Or, cette alter-ruralité est dans l'air du temps (figure 1). Car après les bénéfices de l'émancipation matérielle et sociale de l'individu en lien avec l'urbanisation, par une sorte de retour de balancier les pratiques propres au monde rural sont actuellement en train d'être réappropriées par notre société. Quelles sont ces pratiques caractéristiques des sociétés paysannes, qui étaient jusqu'aux années 1990, au mieux impensables ou au pire raillées, et qui sont aujourd'hui à la mode selon un cycle connu qui transforme avec le temps celui qui est en retard, puis ringard, en avant-gardiste vintage ? Reprenons les caractéristiques des sociétés paysannes listées par H. Mendras (1967) : un monde de travailleurs de la terre assurant la production de nourriture et le maintien de la fertilité ; une société aux rythmes sociaux intimement liés à la nature ; une société enracinée d'interconnaissance attachée aux lignages ; une société en autonomie alimentaire et énergétique, endogame ; une société où la régulation des conflits est menée en interne pour préserver le consensus apparent, l'effet de lieu masquant l'effet de classe. Alors bien sûr, il ne s'agit nullement d'une résurrection à l'identique des sociétés paysannes séculaires, toutefois nous observons dans la société actuelle le retour de thèmes tels que : l'autonomie, la durabilité, le retour à des pratiques de vie notamment alimentaires plus en lien avec la nature, la reterritorialisation, la quête de plus de lien social et de communauté.

3 Levy J., 2014, « Les territoires ruraux seront urbains (ou ne seront pas) », Actes des 20^e controverses européennes de Marciac, en ligne

4 Lecompte R., 2016, Dans les petits villages, le système D est vital, Ouest-France du 7 avril 2016

Le premier grand thème mêle l'autonomie, la durabilité, le lien à la nature et au local. La question la plus médiatisée est la question alimentaire : se nourrir soi-même, entretenir un potager et entretenir un petit poulailler sont de pratiques paysannes traditionnelles devenues d'importants sujets d'actualité. On peut rapprocher cela de l'aspiration à renouer le contact avec la nature, ses rythmes et saisonnalités, notamment à travers l'alimentation. L'autonomie énergétique est réinterrogée de façon contemporaine et les campagnes de l'Ouest tant au travers l'organisation de filière liée à l'exploitation du bois de taille des bocages ou des projets photovoltaïques de grande ampleur comme dans le pays Thouarsais ou encore des projets éoliens, apportent des réponses tout à fait remarquables (G. Pierre, 2013). La durabilité, c'est aussi l'économie circulaire, qui va du compostage au tri sélectif, en passant par le réemploi de vieux objets ou d'anciens vêtements par des éco-recycleries sociales et solidaires qui couvrent le territoire rural de l'Ouest intérieur (Bioteau, 2014).

Le second grand thème a rapport avec le lien social et la communauté, à ce qu'on appelle l'économie du partage.

Cela s'exprime par le fait d'acheter en commun des biens matériels, comme le font depuis longtemps les agriculteurs par le biais des CUMA (coopératives d'achat du matériel agricole) ou comme le faisait dans l'Ouest une association telle que Familles Rurales dès les années 1960 en déplaçant la machine à laver de fermes en fermes sur une remorque.



C'est aussi la colocation ou l'habitat partagé. Ce concept reprend dans une version contemporaine et choisie, le mode de vie caractéristique des fermes qui jusqu'au dernier tiers 20^e siècle groupaient souvent parents, enfants, grands-parents et ouvriers agricoles⁵.

Le regain de la communauté s'exprime aussi par la revalorisation des relations sociales de proximité par opposition à l'anonymat hier tant recherché. L'appartement puis très rapidement le pavillon au centre de sa parcelle, ont fait rêver dans les années 1970, la génération du baby-boom, souvent des fils et filles de paysans en quête d'émancipation individuelle. D'ailleurs, B. Lassus (1977) a montré le lien entre jardins pavillonnaires et origines paysannes des habitants. Mais, aujourd'hui, le modèle du lotissement ne répond plus au désir de jeunes générations, saturées d'individualisme. Ces générations sont en quête de lien social, en quête de communautés. Cette réalité est observable de multiples façons, depuis les réseaux sociaux numériques jusqu'aux marches blanches (Robert, 2016⁶). Ces générations réinvestissent l'extérieur pour des événements privés tels que des apéritifs, des pique-niques, des grillades. La ressource territoriale est de nouveau valorisée, alors que la ressource de la mobilité est de plus en plus interrogée⁷. Il est par exemple de bon ton d'appartenir à un réseau d'approvisionnement de nourriture en circuits courts, dont le prestige semble s'accroître avec sa dimension informelle.

⁵ Dans les années 1960-70, mes grands-parents qui étaient des maraîchers de la région nantaise, hébergeaient les jeunes saisonniers agricoles âgés de 16 à 20 ans venus des campagnes de Bretagne. Ces derniers les appelaient « grand-père » et « grand-mère », et gardèrent à ma grande surprise de « véritable petite enfant » de mes aïeux, cette habitude quand, bien des années après, ils venaient leur rendre visite.

⁶ A.-C. Robert, 2016, « La stratégie de l'émotion », *Le Monde Diplomatique*, n° 743, février 2016

⁷ Le magazine grand public *Sciences Humaines* n°279 de mars 2016, pose en une la question : « Déménager aide-t-il à trouver un emploi ? » en s'appuyant les travaux du sociologue T. Sigaud.

Figure 1. Le n° de février-mars 2016 du conseil départemental de Loire-Atlantique matérialise le citoyen idéal de ce département très urbanisé, à travers la photographie d'un « gars de la campagne » avec son jean et sa chemise à carreaux, sa poule domestique, ses outils de travailleurs manuels et l'arrière-fond rural, porteur des idées de partage, d'engagement collectif et de durabilité par l'économie circulaire.

Il me semble que l'intégration de l'ensemble de ces comportements nous mènera vers la société future en émergence et qui effacera définitivement le clivage urbain-rural, non pas en excluant et niant les héritages de la société paysanne passée pour vanter une « victoire » urbaine de la modernité, mais en intégrant l'ensemble de l'histoire qui nous compose, pour trouver un équilibre entre individu et communauté, entre société et nature, entre ancrage et mobilité, etc.

22. L'enjeu de valoriser la ruralité comme mode de vie

L'enjeu est donc pour les campagnes de l'Ouest de se valoriser non pas seulement en tant que cadre de vie, mais aussi en tant que mode de vie, durable, autonome, convivial, collectif, etc.

Pour cela, il convient de redonner valeur à ces pratiques et comportements au sein des sociétés rurales elles-mêmes. Car le paradoxe est que de telles pratiques qui existent de façon encore très prégnante dans les espaces ruraux et périurbains de l'Ouest, alimentent essentiellement le discours médiatique sur la ville, à tel point qu'ils semblent que les citadins des villes denses viennent d'inventer tout cela. Ainsi, ma surprise fut grande et teintée de moquerie, d'être invitée par réseau social, au premier anniversaire du compost de Paris le 17 octobre 2015 ! De même, Nantes-Métropole, via ses pages web n'hésite pas écrire début 2017 : « *Le dispositif de collecte des déchets ménagers « Tri'Sac » est une première en France. Nantes Métropole a adopté ce système de collecte, sur le territoire de la ville de Nantes, pour développer le tri sélectif en milieu urbain (75 % d'habitat vertical à Nantes). Depuis septembre 2013, l'ensemble des habitants de l'agglomération bénéficie d'un système de collecte sélective (bacs jaunes, sacs jaunes ou Tri'Sac). Cette nouvelle étape vient écrire une nouvelle page de la gestion des déchets engagée depuis dix ans sur Nantes et son agglomération.* ». Les rédacteurs de ces mots semblent ignorer que le tri sélectif existe dans les territoires situés à ses portes depuis le milieu des années 1990, que le compostage, le dépôt volontaire en déchetteries et éco-recycleries, et même depuis 2011 dans de nombreux endroits la facturation des poubelles à la levée, sont généralisés dans les espaces ruraux et périurbains de Loire-Atlantique, Vendée et Maine-et-Loire (Ademe, 2015). Il est donc intéressant de constater combien la collectivité urbaine transforme un retard patent de près de 20 ans, en innovation nationale à travers sa communication.

À l'extrême opposé, le mouvement *Familles Rurales* d'un département de l'Ouest m'avait contacté au sujet des redéfinitions territoriales liées à l'intercommunalité dont ils souhaitaient mesurer les effets sur leur organisation en réseaux. Rappelons que ce mouvement a été créé pendant la Seconde Guerre mondiale sur le principe de l'entraide aux familles et la solidarité ville-campagne pour soutenir l'approvisionnement alimentaire des citadins et l'accueil des enfants à la campagne. Ils fédèrent depuis une multitude d'associations locales, qui dès l'après-guerre ont organisé de façon très modeste, le co-achat et le prêt d'appareils électroménagers pour alléger la charge domestique des femmes, mais aussi l'animation des loisirs des enfants à travers les « ruches » ancêtres des actuels centres de loisirs. Une association du mouvement Familles Rurales de Loire-Atlantique a d'ailleurs été sollicitée par Nantes Métropole pour partager son savoir-faire sur les jardins partagés. Les principes de ce mouvement répondent donc aujourd'hui complètement au modèle d'autonomie et de

communauté qui émerge. Pourtant, et paradoxalement, le mouvement *Familles Rurales* doute totalement de lui-même dans un contexte de mutations sociales et territoriales qui l'ébranle, ses militants ruraux souvent âgés considèrent leurs modes d'action comme dépassés, surannés.

Aujourd'hui, la ville joue sans complexe sur tous les tableaux, valorisant l'hyper-modernité (Asher, 2005 ; Lipovetsky, 2004 ; Aubert, 2004) de la ville créative, cosmopolite et hyper-dense, elle joue aussi l'alter-modernité (Bonnaud, 2004) en maniant avec habileté l'art médiatique de faire plus campagne que la campagne. En 2013, la municipalité nantaise a transformé les berges pavées de l'Erdre en jardin potager avec guinguette et a récemment planté un verger au pied du château, sans parler des multiples opérations valorisant l'agriculture urbaine. Fin 2014, le conseil de développement de Nantes Métropole a invité ma collègue C. Margetic et moi-même pour un débat public sur les campagnes. L'institut Kervégan, think tank nantais existant depuis la fin des années 1970, a lancé pour 2016 un atelier intitulé « voir et accompagner l'innovation dans le monde rural ». Cela s'exprime jusque dans la publicité. Ainsi sur la Loire, l'ancien quartier industrialo-portuaire abandonné est en reconversion. C'est le lieu de l'énorme projet urbain « Ile de Nantes », dominé par des immeubles de grande hauteur aux architectures branchées. Pourtant, fort curieusement une affiche publicitaire pour vendre ces appartements met en scène au milieu de ce quartier branché, un habitant les pieds dans la terre d'un jardin, visiblement collectif, tenant en main une magnifique salade fraîchement cueillie.

À l'opposé, malgré l'importance des actions qui s'y déroulent, la campagne se tait. Quelques uns communiquent à travers des pages web tels que *Terri(s)toires*⁸ ou *Timbre FM*⁹ dans le Morbihan, par exemple. Mais, les élus ruraux n'ont encore que trop souvent pour tout idéal de « faire moderne » et surtout ne pas « faire campagne » pour reprendre le titre d'un colloque organisé par l'UMR ESO en 2005 à Nantes.

23. Un des leviers d'action : redonner voix aux ruraux

Un urbanisme rural contemporain doit donc être interrogé quant à sa capacité à exprimer la ruralité pas seulement comme un cadre de vie, mais aussi comme un mode de vie, en résonance avec l'idéal de durabilité, d'autonomie, de convivialité actuel. Les campagnes de l'Ouest pourraient mettre en valeur beaucoup plus qu'elles ne le font, la ruralité entendue comme une communauté humaine de petite dimension, favorable à des processus informels fondés sur la confiance mutuelle et des comportements pro-sociaux, dans un environnement peu dense, proche de la nature, de ses rythmes et de ses potentiels.

Les déclinaisons en termes de leviers d'actions sont innombrables. Par exemple, les campagnes de l'Ouest comptent encore beaucoup de « communs » villageois (place, puits, four, mare, pré, chemin, ...) propriété collective des habitants, échappés au mouvement de privation des terres communes au moment de la première révolution agricole contemporaine,

⁸ Présentation du site : « Terri(s)toires est un webzine dédié aux initiatives citoyennes et aux modes de vie. Il a pour ambition de révéler les territoires de l'Ouest, au-delà de leurs frontières habituelles. Aux territoires "réels" se superposent ainsi ceux que l'on a dans la tête, différents selon nos façons d'habiter, de travailler, de bouger, d'échanger, de sortir... ».

⁹ Présentation du site : « La radio Timbre FM est un projet associatif et se veut un outil de communication locale adapté à notre territoire rural, pour animer la place publique et permettre à toutes et à tous de s'y investir. Espace démocratique de libre expression, Timbre FM est un média participatif qui souhaite favoriser le lien social et l'échange sur notre territoire ». Leur slogan est « La radio de campagne à l'adresse du monde ». Elle existe depuis 2009.

au 19^e siècle (Mazoyer et Roudart, 1997). Le Pays de Machecoul et Logne, le Pays du Vignoble nantais ont mené des inventaires des communs et de leur utilisation actuelle, pour soutenir voire dynamiser la vie collective villageoise. Une telle action mériterait une médiatisation « branchée », non pas seulement en tant que patrimoine, mais en résonance avec les aspirations des nouvelles générations, sur la question de la société de partage, du lien social et des biens communs (Coriat, 2015). Beaucoup d'autres idées sont à creuser.

Comme dans la partie précédente, je ne développerai ici qu'un sujet qui me paraît totalement négligé. L'architecte P. Verstegh (2015) émet l'hypothèse que le problème actuel de l'urbanisme en espace rural et périurbain tient de la panne de l'imaginaire rural. Il va même jusqu'à affirmer que « la ruralité souffre d'extinction conceptuelle », nous ne sommes plus capable de la penser, de lui donner voix. En effet, les campagnes n'ont pas les ressources professionnelles pour communiquer sur leur image rurale certes, mais elles souffrent aussi et surtout de ne plus savoir accorder de valeur à leurs propres pratiques, jugées banales ou pour lesquelles elles ont intégré au cours des décennies passées le caractère dévalorisé, archaïque ou ringard. Ce phénomène d'acculturation est le plus net parmi les élus ruraux âgés, de catégorie sociale modeste, qui n'ont jamais quitté leur région, et qui ont passé l'essentiel de leur vie dans le champ de l'imaginaire de la modernité. Que la campagne soit fière d'être et de faire campagne, tel est sans doute, l'un des leviers à actionner. Pour cela, il manque un mouvement rural de « empowerment » ou de « pride », comparable à celui des agriculteurs de la région au milieu du siècle dernier autour d'un mouvement tel que la JAC. Les forces existent, retraités natifs ayant une expérience extérieure, jeunes diplômés et entrepreneurs locaux, militants alternatifs, agriculteurs, nouveaux habitants, mais elles ne s'agrègent pas pour formuler l'expression et la pleine participation rurale et périurbaine au projet social et territorial commun. Au tournant de 2010, quelques élus de la majorité du conseil départemental de Loire-Atlantique ont envisagé de structurer un groupe autour d'une telle idée¹⁰, mais celle-ci a été jugée trop clivante par leur parti qui l'a enterrée. Dans le même temps, les centres métropolitains expriment clairement ce qu'ils sont et projettent leurs désirs sur les espaces qui les environnent tout en les privant d'expression, comme l'a décrit B. Bisson¹¹ dans la relation de la ville de Rennes avec ses périphéries.

3 – Le balancier du sens

31. De l'avoir à l'être

Depuis la fin du 20^e siècle marquée tant par la chute du bloc de l'Est, que par l'invention d'internet, nous vivons dans un monde multipolaire instable, en mutation de plus en plus rapide et caractérisé par une faible lisibilité du futur.

Si hier le paysan a envisagé de passer du cheval au tracteur, puis du petit tracteur au gros tracteur avec cabine climatisée ou GPS, il avait la certitude de demeurer un producteur agricole. Aujourd'hui, un agriculteur ignore si demain il cultivera pour nourrir de façon diversifiée les habitants des environs, pour alimenter une filière agro-alimentaire spécialisée, s'il produira de l'énergie éolienne, solaire ou par méthanisation, s'il produira des plantes pour l'industrie énergétique ou pharmaceutique, s'il fera faillite ou encore racheté et salarié par des

¹⁰ 15 avril 2010 : Conférence « L'évolution des espaces ruraux » au Conseil général de Loire-Atlantique

¹¹ Intervention de B. Brisson dans le cadre d'un séminaire de l'équipe de recherche ESO UMR 6590, sur sa thèse en cours "L'urbanité au prisme des modes d'habiter : une approche géopsychologique au service de l'aménagement" sous la direction de S. Depeau, le 21 mars 2016 à Angers

groupes financiers. Il en est de même dans l'industrie où après l'économie de production caractérisée par l'amélioration des moyens de production dans un contexte de demande pléthorique, est venue au milieu des années 1970 l'économie de marché, caractérisée par une surabondance de l'offre et un travail d'adaptation à la clientèle. Aujourd'hui, l'économie est caractérisée par des alternances fortes et rapides des deux cas précédents avec des cours et des financements changeants et un niveau d'incertitude irréductible élevé. Bref, l'idée de progrès¹² ne suffit plus pour envisager l'avenir, l'idée de développement a perdu son sens, comme l'a développé le courant de la post-modernité (Crook et al., 1992). Le cours des choses semblent devenu sans direction, ni signification, c'est à dire sans sens. Dans le contexte de la modernité, l'idée selon laquelle l'amélioration matérielle de nos conditions de travail et de vie allait nous conduire au bonheur était telle, que ce qui est un processus était devenu le but. « Avoir plus pour être mieux », tel était au fond notre slogan. Il est vrai que l'amélioration matérielle des conditions de vie a eu un effet spectaculaire. En un siècle, les Français ont gagné 40% de vie, la mortalité infantile a été quasiment éradiquée, etc... On ne peut que se réjouir de telles améliorations. Toutefois, l'idée que le progrès, que le développement, que le plus, nous conduisent incontestablement au bonheur, a perdu de son pouvoir. Notre société est ré-interrogée sur son sens, avec les deux notions contenues dans le mot : direction et signification. Individuellement cela se traduit par l'essor spectaculaire du travail psycho-thérapeutique dont le but est bien pour l'individu de réinterroger le sens à sa vie, au-delà de sa réussite matérielle. Collectivement, la remise en cause de la notion de développement nous ramène à nos invariants : quel est notre cap dans un environnement mutable et incertain. Que ce soit lors des ateliers « Loire-Atlantique 2030 » auquel j'ai participé, ou à l'échelle nationale à l'occasion des attentats, on constate bien comment l'interrogation sur les valeurs reprend une place importante dans le débat public. Notre société semble passée d'une valorisation de l'avoir à une valorisation de l'être.

32. L'enjeu de prendre soin de l'être humain

La question de l'être est d'autant plus sérieuse que l'individu subit actuellement une rétraction spatio-temporelle, provoquée par l'amélioration des moyens de communication et de transport. Qui suis-je dans un monde où les repères de temps et d'espace se transforment « à toutes vitesses », pour reprendre l'expression de J. Ollivro (2000) ?

Deux ouvrages récents jettent un pont nouveau entre géographie et santé mentale. L'un est d'un sociologue M. Billé (2014) et l'autre d'un neurologue L. Naccache (2015). Ils utilisent l'analogie avec une pathologie, Alzheimer et l'épilepsie, pour envisager une interprétation aux difficultés individuelles et collectives de la société contemporaine.

M. Billé montre comment la maladie d'Alzheimer dont il n'est pas démontré qu'il s'agisse bien d'une maladie (Baqué, 2016¹³) mais plutôt d'un ensemble de symptômes, propose d'interpréter cette pathologie comme l'expression, à travers certains individus boucs émissaires, de trois dysfonctionnements collectifs : l'égaré dans l'espace, l'égaré dans le temps et la difficulté de relation à autrui. Nous sommes égarés dans l'espace : Sans GPS, beaucoup sont perdus. Avec GPS beaucoup ignorent le déplacement, les vitres fumées et les lecteurs DVD remplacent le spectacle du voyage. Nous sommes égarés dans le temps : Beaucoup de nous vivons « hors-sol », dans une ambiance éclairée et climatisée quelles que soient l'heure ou la saison. L'âge a perdu sa valeur de connaissance et de sagesse, pour se résumer à l'obsolescence. Le présent et a fortiori l'avenir n'ayant que très peu à voir avec le

¹² Le progrès fût le thème d'une conférence de l'ONU en mai 2015.

¹³ Baqué Ph., 2016, *Alzheimer, maladie politique*, Le Monde Diplomatique, n°743, février 2016

passé, l'histoire a perdu de son sens et la plupart des personnes font table rase du passé, favorisent l'amnésie collective. Enfin, la difficulté relationnelle à l'Autre peut se résumer par la connexion numérique constante, mais une grande difficulté à nouer des relations vraies, émotionnellement stables et nourrissantes. M. Billé achève son propos en montrant que si la dimension spatio-temporelle qui est notre espace d'incarnation, perd de sa consistance, c'est alors le sens même de notre existence qui perd de sa structure. La rétraction spatio-temporelle nous conduit à l'égarement.

L. Naccache, neurologue, arrive à une conclusion convergente à partir du paradoxe du voyage immobile. Alors qu'il n'a jamais été aussi simple de voyager, le dépaysement ne va plus de soi. Qui n'a pas fait l'expérience d'un voyage où à l'arrivée la question est bien de savoir si véritablement on a bougé : l'aéroport est le même qu'à votre départ, les enseignes sont les mêmes, la rue commerçante, la ville ou la station balnéaire est la même. Les voitures, les habitants, les vêtements, la nourriture : tout se ressemble entre lieu de départ et lieu d'arrivée. Ce spécialiste de l'épilepsie se lance donc dans une analogie entre le microcosme neuronal et le macrocosme social. Les symptômes communs sont les suivants : hyper-connectivité fonctionnelle de lieux distants, hyper-similarité de ces lieux et appauvrissement du contenu des échanges entre chacun de ces lieux. Au niveau neuronal, ces symptômes déclenchent une crise d'épilepsie : l'individu perd conscience, c'est-à-dire sa capacité à porter un regard subjectif sur le monde et sur lui-même, c'est-à-dire prendre du recul. Au niveau social, l'hyper-similarité, l'hyper-connectivité et la banalisation des lieux et des contenus de nos échanges génèrent selon L. Naccache une société en « crise d'épilepsie », c'est-à-dire une société qui ne peut produire autre chose que ses actes, qui devient aveugle à ses propres actions, dépourvue de sens critique, prévisible, inexorable, inflexible : une société de zombies (p.64)¹⁴. La question des lieux et donc de la géographie apparaît ici fondamentale. L. Naccache explique l'importance de la mémoire des lieux dans la construction de la mémoire subjective, donc de l'identité de la personne (p.108). Dans notre cerveau, les cellules de lieux sont dans la zone des mémoires : « Se souvenir correctement des lieux contribue à la conscience que nous avons de nous mêmes » (p.109). Dans la mémoire, tout souvenir est spatialisé¹⁵.

Les deux auteurs concluent donc de façon similaire qu'être incarné dans le temps et dans l'espace est le fondement de l'identité de l'être humain. Être égaré dans le temps et l'espace, c'est perdre la conscience de soi-même et, à l'échelle collective devenir une société inconsciente, « malade d'Alzheimer » pour l'un ou « en crise d'épilepsie » pour l'autre. L. Naccache conclue « cette question me semble pouvoir alimenter les débats contemporains autour de l'urbanisation de nos cités, et plus largement sur la manière de construire des lieux suffisamment similaires qui pourraient ainsi favoriser « la pleine conscience du monde », et suffisamment différents afin d'éviter la perte de conscience épileptique macrocosmique » (p.110). L'enjeu est donc bien d'éviter que nous soyons tous, en permanence, individuellement ou collectivement, « Lost in translation », pour reprendre le titre d'un film de S. Coppola (2003), des zombies et non plus des êtres humains.

14 Tobie Nathan, professeur de psychologie et philosophe, dans une conférence de 2015, intitulée « Est-il possible de rendre l'autre amoureux ? » sur la Web TV de l'Université de Nantes, explique que la relation amoureuse est une rencontre avec l'altérité, mais aussi par interactivité une rencontre avec soi-même. Ce mécanisme est le seul moyen pour l'être humain de se développer, de changer. C'est pourquoi l'autre, mais aussi l'ailleurs dépayçant, attirent et permettent d'évoluer.

15 C'est pourquoi marche si bien la technique antique de mémorisation connue sous le nom de « la chambre romaine » qui fonctionne par la spatialisation des objets dans une pièce. Par exemple, pour mémoriser la liste des courses, on peut raconter une histoire du genre : Le sol est en chocolat et des spaghettis pendent des lustres, au-dessus de l'armoire niche une poule qui pond des œufs, etc... La méthode est très efficace !

33. Un des leviers d'action : clarifier les mots et respecter les noms

L'urbanisme rural contemporain doit donc être pensé également dans sa capacité à offrir des repères dans le temps et l'espace, pour une meilleure relation à soi et à l'autre.

L. Naccache propose lui-même des solutions à envisager. Certaines ne sont pas du strict ressort de la question urbanistique et rurale, tels que la préservation des corps intermédiaires entre l'individu et la société pour garantir un recul critique (éducation, culture, droit, séparation des pouvoirs, presse, associations, etc..) ou le développement de consignes de limitation volontaire des communications et déplacements (une journée par semaine sans internet). D'autres en revanche peuvent être déclinées dans notre perspective, en particulier le maintien et le respect de la différenciation des lieux, car il convient de trouver l'équilibre entre notre désir de duplication qui génère une familiarité qui nous rassure, et la banalisation généralisée des lieux qui produit égarement et perte de conscience de soi. Cette grande question de la diversité paysagère est très large, elle va de l'identité architecturale locale à la créativité habitante. On doit réfléchir également à la façon dont les aménagements favorisent le repérage dans l'espace : centres symboliques, coupures et limites, etc. La question de la perception de la voûte céleste, labellisée aujourd'hui par le logo de « village étoilé » peut s'intégrer à cette réflexion. Comment nos aménagements favorisent-ils le repérage dans le temps historique, dans le rythme des saisons, etc. La question patrimoniale peut être saisie ici pour éviter la banalisation paysagère des centres-bourgs. Du point de vue de l'aménagement, les déclinaisons à envisager sont multiples autour du grand objectif d'un meilleur soin apporté aux êtres humains qui vivent ici.

J'insisterai ici encore sur un point totalement négligé de l'aménagement : l'importance particulière des mots et des noms pour désigner les lieux. L. Naccache illustrant son propos par la conquête de l'Amérique, affirme que tout commence toujours par le nom des lieux (*Nouvelle France, Nouvelle Orléans, etc*) pour aboutir à la colonisation des structures sociales et culturelles et in fine la banalisation (chap. 9 La reduplication du monde). Cette question est loin d'être anecdotique et éclaire d'un angle nouveau la disparition du mot « rural » remplacé par « sous influence urbaine » dans la terminologie de l'INSEE, qui mériterait d'être elle-aussi développée. Dans les campagnes de l'Ouest, deux phénomènes peuvent illustrer cette question de sémantique.

Dans le langage commun de l'Ouest, le centre communal se nomme « *le bourg* » et les écarts fort nombreux qui groupent encore parfois la majorité de la population, s'appellent « *les villages* ». Au début des années 2000, sous prétexte de distribution de courrier et d'accès des secours, on a exigé dans de nombreuses communes de l'Ouest, une numérotation des maisons et un adressage à la rue, comme cela se fait en ville. Les municipalités ont obtempéré démembrant les villages en routes au nom sans aucune signification pour les personnes, avec une numérotation qui s'étire sur des kilomètres. Entre eux, les habitants ont suggéré qu'on aurait pu numérotter les maisons par village, sans ajouter de nom de route. Mais rien n'y a fait. Par exemple, le village de l'Épine sur la commune de La Chapelle Basse-Mer, qui est un village datant vraisemblablement de la sédentarisation des humains au Néolithique et qui fût le siège d'une importante châtellenie au Moyen-Âge, a été démembré en quatre routes : la route du château, l'impasse Margot, la route du Clos Valliat, la route du Champ blond. Ce qui était la base ancestrale de l'adresse des individus ruraux de l'Ouest français, le nom du village suivi du nom de la commune, a été balayé d'un revers de main pour des raisons techniques de poste et de secours, alors même que les techniques de géolocalisation

n'ont jamais été aussi performantes. Les ruraux s'y sont pliés, ... tels des colonisés pourrait conclure L. Naccache.

Dans le même ordre d'idées, la fusion en communes nouvelles, légitimée par la logique comptable, génèrent des nouveaux noms de communes. Ainsi, le village de l'Épine a également changé de commune du fait de la fusion avec la commune voisine. Ainsi un habitant qui vivait au village de l'Épine à La Chapelle Basse-Mer a aujourd'hui pour adresse, sans déménager : n°65 route du Champ Blond, Divatte-sur-Loire. Ajoutons à cela que sa communauté de communes a également changé de taille et de nom. Or le lieu participe fondamentalement de l'identification¹⁶ subjective des êtres humains¹⁷, comme l'a montré L. Naccache, mais aussi la géographe A. Volvey. Quelle population peut tolérer qu'on lui brouille ainsi des éléments de son identité, à part des dominés ? Qui agit de la sorte et pourquoi ? Le CAUE de Vendée tente d'attirer la réflexion des élus sur le sujet, car il juge dramatiques ces changements de noms de communes. Non seulement ces noms se banalisent en nom de ruisseaux (comme les lotissements au nom d'arbres), ils perdent leur profondeur historique, mais surtout ils ne correspondent plus à aucun lieu réel, visible par les habitants. La commune de La Chapelle Basse-Mer était le périmètre relié à un centre, un lieu concret, un bourg nommé la Chapelle Basse-Mer. De même que le canton du Loroux-Bottereau était un périmètre relié à un centre, un lieu concret, un bourg nommé Le Loroux-Bottereau. Aujourd'hui, le nom des découpages administratifs n'est plus relié à aucun lieu réel. Ce sont des non-lieux. Nul ne peut donner rendez-vous à Divatte-sur-Loire, car l'interlocuteur ne saurait où se rendre concrètement. De même, la nouvelle communauté de communes dans laquelle s'inscrit la commune nouvelle Divatte-sur-Loire ne s'appelle plus « Loire-Divatte », mais « Sèvre-et-Loire ». Élargie en 2016, les élus ont proposé comme nom à la communauté de communes « 3M » pour maraîchage, muguet et muscadet. Puis ils ont proposé « Valodi », pour Vallet, Loire, Divatte. Mais cette proposition a reçu un vote final négatif car il s'avérait que Valodi était déjà le nom d'une société de gestion et valorisation de déchets ! Ils sont tombés finalement d'accord sur « Sèvre-et-Loire », car expliquent-ils l'image de la rivière de la Sèvre est valorisée médiatiquement car rattachée facilement à Nantes et au muscadet. On le voit, le nom est choisi selon une logique marketing de marque, de produit, qui s'adresse à des interlocuteurs externes mal définis. Ce cas est loin d'être isolé et on pourrait multiplier les exemples régionaux.

Certains répondront qu'il faut bien évoluer. Mais, à quel rythme l'être humain peut-il évoluer ? La question est sérieuse et elle est posée. Or, il semble que le rythme actuel des évolutions générées par l'Homme lui-même est trop rapide pour des êtres humains habitués jusqu'au 19^e siècle, qu'à des adaptations environnementales lentes (Toussaint et al., 2012). Il y a une désinvolture certaine à modifier, sans l'once d'une réflexion, les noms multi-séculaires de lieux où vivent des personnes, alors même que le contexte global de la rétraction spatio-temporelle favorise l'égarement individuel et collectif.

Autre sujet sémantique dans la région nantaise, la moindre grosse bourgade périurbaine ou rurale plante un panneau « *centre-ville* » pour indiquer la place de l'église, c'est-à-dire le centre du bourg. Et paradoxalement, plus on s'approche de Nantes, plus le terme de « bourg » est conservé et médiatisé. Ainsi en est-il du « *bourg de Saint-Herblain* » ou du « *bourg d'Orvault* », communes mitoyennes de Nantes comptant respectivement 43 500 et 25 000 habitants. Les mots perdent ici leur signification et inversent même la réalité vécue par les habitants.

16 Notre carte d'identité comprend seulement en plus de notre nom et notre date de naissance, deux lieux : celui de notre naissance et celui de notre résidence.

17 Volvey A., « Transitionnelles géographies : la question de l'identité subjective dans la pensée géographique », séminaire de recherche ESO UMR 6590, 31 mars 2014 à Nantes.

Le choix des mots ou de la toponymie des lieux ne sont donc pas neutres et doivent aussi être interrogés, réfléchis, coordonnés. Il convient collectivement de constater d'une part, l'incohérence des vocabulaires pour redonner logique et sens aux mots de notre géographie. D'autre part, comme la monotonie des paysages, l'effarante banalité des nouveaux toponymes (les rues de lotissements portent quasiment systématiquement le nom d'un arbre ou d'un compositeur) doit être remise en cause. Enfin, il convient en tant qu'élus et aménageurs de développer sa connaissance et sa conscience de l'impact de ses actions sur la santé mentale, le bien-être individuel et collectif des humains.

Conclusion

Cet article a pour but d'ouvrir les futurs possibles de la renaissance rurale, en émettant l'hypothèse d'une société non-agricole vivant de façon diffuse dans l'espace, une société réintégrant son héritage paysan après avoir digéré l'héritage urbain de la période moderne ; une société en transition vers des pratiques plus équilibrées qu'aujourd'hui entre individu et communauté, entre mobilité et enracinement, entre homme et nature. Une telle perspective d'évolution place les actuelles campagnes et espaces périurbains au cœur du débat. Le chantier pour envisager et préparer notre façon émergente d'habiter est immense et il ne suffira pas, comme cela est le cas aujourd'hui, de transformer les lotissements en petits collectifs pour répondre à ses enjeux.

Les réponses apportées ne sont ni abouties, ni globales, mais une vaste perspective est posée. L'urbanisme rural contemporain doit permettre aux campagnes d'offrir un cadre de vie en résonance avec l'imaginaire touristique actuel, une approche hédoniste de l'habiter en rupture totale avec la forme fordiste du lotissement. L'urbanisme rural contemporain doit soutenir un mode de vie en résonance avec l'idéal d'autonomie, de durabilité, de convivialité et de partage, de recyclage ; mode de vie sobre hérité de l'ère paysanne pré-industrielle. Enfin, l'urbanisme rural contemporain doit aider à prendre soin de l'être humain, dans un contexte historique particulier où les mutations technologiques modifient radicalement notre rapport à l'espace et au temps, qui fonde notre identité humaine.

Formulé ainsi, le propos peut paraître abstrait. Toutefois ces trois grands axes de réflexion, ces trois enjeux, peuvent aisément être déclinés en objectifs opérationnels. Un cadre de vie touristique induit entre autres, la réhabilitation des centres-bourgs, la mixité fonctionnelle, la diversité paysagère, la beauté, etc. Un mode de vie alternatif à la grande ville dense implique la question agricole, la question des rythmes, des espaces publics, etc. La considération du bien-être humain peut être déclinée en réflexion sur les ancrages géographiques (les paysages, les symboles, les circuits-courts, ...), les ancrages temporels (le patrimoine, les rythmes agricoles, les nuits étoilées), le lien à la nature, les noms, etc. De multiples propositions d'actions très concrètes peuvent émerger de cette amorce de réflexion qui mêle la géographie et l'aménagement à la philosophie, la sociologie, la psychologie, l'architecture, les sciences de la nature, afin que cesse l'éclipse conceptuelle, qui voile en partie les possibles pour envisager un urbanisme rural contemporain et sortir des ornières comptables et techniques actuelles.

Références bibliographiques

- Ascher François, 2005, *La société hypermoderne*, Éditions de L'Aube, Paris, 301 p.
- Aubert Nicole (dir.), *L'individu hypermoderne*, Édition Erès, Paris, 319 p.
- Bermond Michaël et Jousseau Valérie, 2014a, « 1962-2007 : 45 ans d'évolution démographique », in Margetic et al. (dir.), *Atlas des campagnes de l'Ouest*, PUR, Rennes, p. 18-19.
- Bermond Michaël et Jousseau Valérie, 2014b, « L'inversion des moteurs de la croissance démographique », in Margetic et al. (dir.), *Atlas des campagnes de l'Ouest*, PUR, Rennes, p. 20-21
- Berque Augustin, 2010, *Milieu et identité humaine. Notes pour un dépassement de la modernité*, Donner lieu, Paris, 150 p.
- Billé Michel, 2014, *La société malade d'Alzheimer*, Erès, Paris, 152 p.
- Bioteau Emmanuel, « L'économie sociale et solidaire, une spécificité régionale », in Margetic et al. (dir.), *Atlas des campagnes de l'Ouest*, PUR, Rennes, p. 56-57
- Bonneau Xavier, 2004, « Un alterurbanisme à l'heure de l'altermodernité ? Ou ce qu'habiter veut dire », *Urbanisme*, n°336, en ligne
- Bonnet Frédéric, 2016, *Aménager les territoires ruraux et périurbains*, rapport à la ministre de l'Aménagement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité, 129 p.
- Boutet Didier, 2009, *Pour un urbanisme rural*, L'Harmattan, Paris, 226 p ?
- Char René, 1948, *Fureur et mystère*, Gallimard, Paris (réédité en 1967), 215 p.
- Cloutier Marie-Soleil, Apparicio Philippe et Charbonneau Johanne, 2011, « La géographie du don du sang au Québec : quelles variations régionales ? », *Cahiers de Géographie du Québec*, n°156, p. 471-490
- Coriat Benjamin (dir.), 2015, *Le retour des communs*, Éditions des Liens qui Libèrent, Paris, 297 p.
- Crook Stephen, Pakulski Jan et Waters Malcolm, 1992, *Postmodernization : Change in advanced society*, Sage Publications, 272 p.
- Davezie Laurent, 2008, *La République et ses territoires*, Le Seuil, Paris, 109 p.
- De Botton Alain, 2007, *L'architecture du bonheur*, Mercure de France, Paris, 341 p.
- Giordini Pierre, 2014, *La transition fulgurante*, Bayard, Paris, 403 p.
- Giordini Pierre et Vaillant N., 2016, *La fulgurante re-création*, Bayard, Paris, 332 p.
- Jousseau Valérie, 1998, *L'ombre d'une métropole*, PUR, Rennes, 209 p.
- Jousseau Valérie, 2014, « Ré-inventer un urbanisme rural contemporain », in Margetic et al. (dir.), *Atlas des campagnes de l'Ouest*, PUR, Rennes, p.144-145
- Jousseau Valérie et Talandier Magali, 2016, *Petites villes et bourgs en France. Méthode pour une base harmonisée*, Territoire en mouvement, n°32 « Aux frontières de l'urbain : les petites villes du monde » (en ligne)
- Kayser Bernard, 1990, *La renaissance rurale*, Colin, Paris, 316 p.
- Lassus Bernard, 1977, *Jardins Imaginaires, Les Habitants-Paysagistes*, Presses de la Connaissance, Paris, 192 p.
- Lenoir Frédéric, 2012, *La guérison du monde*, Fayard, Paris, 319 p.
- Lipovetsky Gilles, 2004, *Des temps hypermodernes*, Grasset, Paris, 186 p.
- Lugand Jean-Claude, 1983, *Les petites villes : essai d'application de l'analyse de système aux petites collectivités urbaines*, thèse d'État, Toulouse, 650 p.
- Margetic Christine, Bermond Michaël, Jousseau Valérie et Marie Maxime, 2014, *Atlas des campagnes de l'Ouest*, PUR, Rennes, 300 p.
- Mazoyer Marcel et Roudart Laurence, 1997, *Histoire des agricultures du monde, du Néolithique à la crise contemporaine*, Le Seuil, Paris, (réédité en 2002), 705 p.
- Mendras Henri, 1967, *La fin des paysans*, SEDEIS, Paris,
- Naccache Lionel, 2015, *L'homme réseau-nable. Du microcosme cérébral au macrocosme social*, Odile Jacob, Paris, 148 p.

Peron René, 2004, *Les boîtes. Les grandes surfaces dans la ville*, L'Atalante, Nantes, 222 p.

Pierre Geneviève, 2013, *Produire pour son territoire. De l'autonomie agricole au projet collectif agro-énergétique dans l'Ouest français*, HDR, Angers

Pinson J.-C., 2011, *Habiter la couleur*, suivi de *De la mocheté*, éditions Cécile Defaut, Nantes, 134 p.

Pouille François et Gorgeu Yves, 1997, *Essai sur l'urbanité rurale. Cinq territoires ruraux, leurs serments et leur mode de gouvernance*, Syros, Paris, 128 p.

Ricard Mathieu, 2013, *Plaidoyer pour l'altruisme*, NiL Editions, Paris, 928 p.

Talandier Magali, 2012, « L'impact territorial des migrations d'agrément en France », in Bourdeau Philippe et Martin Niels (dir.), *Post-Tourisme et migrations d'agrément*, L'Harmattan, Paris, p.181-205

Talandier Magali, 2016, *Mutations des systèmes territoriaux vers un modèle résidentialement productif*, volume 2, GDR, Université de Grenoble, 319 p.

Talandier M., Jousseau V. et Nicot B.-H., 2016, « Two centuries of territorial dynamics: the case of France », *Regional studies, Regional science*, vol. 3, issue 1, en ligne

Toussaint Jean-François, Swynghedauw Bernard, et Bœuf Gilles, (dir.), 2012, *L'homme peut-il s'adapter à lui-même ?*, Quae, 188 p.

Urist Jacoba, 2015, « The psychological cost of boring buildings », *Science of Us* (en ligne) < <http://nymag.com/scienceofus/2016/04/the-psychological-cost-of-boring-buildings.html> >

Versteegh Pieter et Meeres Sophia, 2015, *Alter-rurality*, ARENA, Fribourg, 308 p.

Viard Jean, 2002, *Le sacre du temps libre*, éditions de l'Aube, Paris, 210 p.

Weber Max, *La ville*, 1982 (édition originale en allemand, 1921), Aubier-Res-Champ urbain, 171 p.